

**RAPPORT
DU CONSEIL MONDIAL
DE L'ALIMENTATION
sur les travaux de sa douzième session**

16-19 juin 1986

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 19 (A/41/19)



NATIONS UNIES

**RAPPORT
DU CONSEIL MONDIAL
DE L'ALIMENTATION**
sur les travaux de sa douzième session

16-19 juin 1986

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 19 (A/41/19)



NATIONS UNIES

New York, 1986

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Sigles		v

PREMIERE PARTIE

Questions portées à l'attention de l'Assemblée générale

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION A SA DOUZIEME SESSION MINISTERIELLE	1 - 26	2
--	--------	---

DEUXIEME PARTIE

Délibérations du Conseil

Chapitres

I. QUESTIONS D'ORGANISATION	1 - 10	8
A. Composition du Conseil	2	8
B. Participation	3 - 7	8
C. Bureau	8	9
D. Ordre du jour	9	9
E. Documentation	10	9
II. COMPTE RENDU DES DEBATS	11 - 75	10
A. Déclarations liminaires	11 - 20	10
B. Débat général	21 - 75	11
1. Afrique : transition vers un développement axé sur l'alimentation	21 - 24	11
2. Rôle du Conseil mondial de l'alimentation dans l'application du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990	25 - 32	13
3. Développement centré sur l'alimentation ..	33 - 43	14
4. Coopération régionale et stratégies alimentaires	44 - 45	16
5. Renforcement de la coopération Sud-Sud ...	46 - 55	16
6. Rôle des ressources extérieures, y compris l'aide alimentaire	56 - 63	18

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
7. Politiques et stratégies alimentaires en Amérique latine et dans les Caraïbes	64 - 68	20
8. Commerce et finances dans l'alimentation et l'agriculture	69 - 75	21
III. RAPPORT DU CONSEIL A L'ASSEMBLEE GENERALE	76 - 79	23
ANNEXE. Liste des documents soumis à la douzième session ministérielle		25

SIGLES

CEE	Communauté économique européenne
CMA	Conseil mondial de l'alimentation
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement

PREMIERE PARTIE

Questions portées à l'attention de l'Assemblée générale

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION
A SA DOUZIEME SESSION MINISTERIELLE

I. LA SITUATION ALIMENTAIRE MONDIALE

1. Nous, ministres et plénipotentiaires siégeant au Conseil mondial de l'alimentation, avons tenu à Rome notre douzième session du 16 au 19 juin 1986 sous la présidence de M. Henri Nallet. Nos délibérations ont porté essentiellement sur les mesures urgentes à prendre pour assurer le redressement de l'Afrique, sur la difficile situation alimentaire, économique et financière de l'Amérique latine et des Caraïbes, et sur les leçons à tirer des efforts déployés par l'Asie dans le secteur alimentaire. Nous avons aussi procédé à un franc échange de vues sur les désordres dont souffre actuellement le commerce international des produits alimentaires et nous avons adopté des dispositions visant à renforcer le rôle du Conseil en tant que tribune politique de l'Assemblée générale des Nations Unies pour les questions relatives à l'alimentation et à la faim.
2. De notre examen de la situation alimentaire mondiale émergent à la fois des motifs de satisfaction et d'inquiétude. Au total, les disponibilités alimentaires sont amples, la production atteignant des volumes records dans de nombreuses régions. Toutefois les résultats enregistrés à cet égard n'ont pas été uniformes et maints pays en développement ont vu se détériorer leur situation alimentaire. De l'avis de plusieurs délégations, la faim et la malnutrition résultent d'une diminution de la demande effective dans les pays en développement, diminution qui elle-même découle de la crise financière et commerciale internationale et d'un ordre économique international inéquitable. Ces délégations considèrent aussi que la faim et la malnutrition peuvent être éliminées par un processus global de restructuration des relations internationales sur des bases justes, équitables et démocratiques, et par l'établissement d'un nouvel ordre économique.
3. La situation économique et financière de nombreux pays en développement, les conflits intérieurs et régionaux et les tensions internationales se conjuguent pour rendre encore plus précaires les approvisionnements vivriers dans certaines parties du tiers monde. La solution des problèmes d'alimentation et de développement relève au premier chef de chacun des pays en cause, mais les objectifs alimentaires nationaux ne sauraient être atteints si les intéressés ne peuvent compter sur une solidarité et une coopération internationales accrues, dans un climat de paix durable. C'est là un élément fondamental du point de vue de l'action à mener par le Conseil. Selon plusieurs délégations, une politique de désarmement dans les pays industrialisés aussi bien que dans les pays en développement dégagerait des ressources financières qui pourraient servir à résoudre les problèmes alimentaires.
4. La situation alimentaire s'est relativement améliorée en Afrique durant l'année écoulée, mais les problèmes du continent sont dus à des causes internes et externes qui ne disparaîtront pas sans une coopération et une solidarité internationales accrues. Des millions d'Africains ont encore besoin de secours d'urgence et le Conseil devrait promouvoir la mise en place de systèmes d'information et d'alerte rapide.

II. MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTION DES NATIONS UNIES POUR LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

5. Nous nous félicitons de l'adoption, par l'Assemblée générale, à sa session extraordinaire sur la situation économique critique en Afrique, qui s'est tenue à New York du 27 mai au 1er juin 1986, du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 (résolution S-13/2).

6. Ce programme est avant tout l'expression de la détermination des responsables africains d'engager leurs pays sur la voie du redressement économique. Le fait qu'il soit axé essentiellement sur l'alimentation et l'agriculture va dans le même sens que l'adoption par un nombre croissant de pays africains de stratégies et de politiques alimentaires nationales. En décidant de ce programme, la communauté internationale a établi un cadre de référence pour la coopération et un partage des responsabilités pour une action commune visant à atteindre les objectifs d'alimentation et de développement en Afrique.

7. Nous insistons sur l'importance d'un démarrage rapide si l'on veut que le Programme soit exécuté dans un délai de cinq ans. En matière d'alimentation et d'agriculture, le Conseil, en sa qualité d'organe politique, encouragera les mesures nécessaires pour traduire le Programme en acte; il aidera le Secrétaire général et l'Assemblée générale à suivre les progrès et incitera les pays bénéficiaires de même que les pays donateurs à prendre des initiatives efficaces pour assurer la mise en oeuvre du Programme. Nous espérons que les pays bénéficiaires accéléreront le rythme des nécessaires réformes politiques et investissements dans le secteur agricole, au moment où la communauté internationale s'engage à tout mettre en oeuvre afin de fournir suffisamment de ressources pour soutenir et compléter les efforts de développement déployés en Afrique. La situation particulièrement difficile que connaissent la plupart des pays africains crée pour la communauté internationale le devoir de mobiliser en leur faveur toute l'assistance possible.

8. Nous réitérons notre rejet inconditionnel de toute forme d'apartheid et de discrimination raciale.

III. COOPERATION REGIONALE ET INTERREGIONALE

9. Nous faisons nôtres les recommandations issues des consultations régionales du Conseil organisées pendant le premier semestre de 1986 à Dakar, New Delhi, Guangzhou et Buenos Aires, en faveur d'un renforcement de la coopération régionale et interrégionale.

10. Le colloque tenu à Dakar au niveau ministériel du 30 janvier au 1er février 1986 a déterminé des domaines de coopération technique dans lesquels il est possible de réaliser immédiatement des progrès sensibles. Il a d'autre part recommandé que les efforts visant à étendre la coopération économique et commerciale se concentrent d'abord sur deux domaines : a) l'harmonisation des politiques alimentaires et agricoles, en particulier en ce qui concerne les prix et la protection des marchés régionaux; b) la mise en place de mécanismes préférentiels pour accroître le commerce intra-africain des produits et facteurs de production agricoles. Le renforcement de la coopération exigera d'autre part que l'on réorganise les institutions régionales.

11. Les ateliers Asie/Afrique du Conseil, qui se sont tenus à New Delhi et Guangzhou en mai 1986, ont mis en évidence le potentiel considérable de coopération Sud-Sud qui existe pour réaliser les objectifs africains d'alimentation et de développement. La plupart des domaines prioritaires de coopération définis lors de ces rencontres ont été inclus dans le Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990. Le rôle de soutien qui incombe au Conseil dans ces domaines devra initialement être axé sur la poursuite des échanges d'expérience en matière de politiques et de stratégies agricoles, ainsi que sur les transferts de technologie, surtout dans le secteur de l'irrigation et dans d'autres qui touchent également à la production vivrière. Nous appelons la communauté des donateurs à faciliter, par des aides financières appropriées, la coopération entre l'Afrique et d'autres régions en développement.

12. A la consultation qui a eu lieu à Buenos Aires en avril 1986, les ministres d'Amérique latine et des Caraïbes ont exploré les moyens pratiques d'encourager la coopération régionale en matière de commerce et de sécurité alimentaire, parmi lesquels l'initiative des présidents de l'Argentine et de l'Uruguay en faveur d'un traité régional d'assistance en cas de crise alimentaire. Les ministres ont par ailleurs souligné les efforts déployés par leurs pays pour préserver les niveaux alimentaires et nutritionnels des populations à faible revenu pendant la difficile période d'ajustement économique. Il a été demandé au Conseil mondial de l'alimentation de porter à l'attention des pays industrialisés, ainsi que des organismes internationaux de financement et de crédit, les problèmes critiques auxquels doit faire face l'économie agricole des pays de la région. En outre, le Conseil a été prié de relever avec la plus grande insistance les effets destructeurs qu'ont sur les mécanismes de production des pays en développement les pratiques commerciales déloyales, inspirées d'un protectionnisme excessif, qu'emploient les pays industrialisés, et la nécessité que ceux-ci apportent des modifications radicales à leurs politiques agricoles.

IV. PROBLEMES RELATIFS AU COMMERCE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL

13. Le Conseil a consacré un large tour d'horizon aux problèmes que connaissent actuellement les marchés internationaux des produits agricoles. Il a noté avec inquiétude que la situation actuelle du commerce agricole, marquée par des excédents structurels, un protectionnisme croissant, de lourdes subventions et des distorsions dans l'emploi des ressources, n'est dans l'intérêt ni des pays développés ni des pays en développement. Pour ces derniers, elle constitue de surcroît une sévère entrave à la réalisation de leurs objectifs de nutrition et de développement. Dans la recherche de solutions, toutefois, les analyses faites par les pays restent divergentes, principalement parce qu'ils sont à cet égard dans des situations relativement différentes.

14. Le Conseil a demandé aussi que la possibilité de poursuivre en son sein les débats engagés, notamment au sujet des liens existant entre les problèmes commerciaux et le développement agricole, soit examinée par les différentes parties concernées. Il a été envisagé de communiquer le compte rendu de ces délibérations à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), qui est l'instance compétente pour traiter des problèmes de commerce, mais de nombreuses réserves ont été exprimées et l'assentiment général n'a pas été obtenu.

V. RENFORCEMENT DU ROLE DU CONSEIL

15. Nous avons examiné les mesures pratiques à prendre pour renforcer le rôle du Conseil. A cet égard, nous disposons des recommandations d'un groupe consultatif nommé par le Secrétaire général des Nations Unies en accord avec le Président du Conseil, et nous souhaitons remercier les membres de cet organe consultatif pour la tâche qu'ils ont accomplie.

16. De l'avis général, le Conseil joue au niveau ministériel un rôle politique unique qu'il doit conserver dans le cadre de son mandat actuel.

17. Au titre de sa mission de suivi des problèmes alimentaires mondiaux, le Conseil devrait continuer à servir de catalyseur politique, de forum pour l'étude des idées et propositions touchant les grandes orientations. Il a été reconnu que le rôle du Conseil n'est pas de nature opérationnelle mais qu'il doit continuer à s'employer à stimuler l'action. Il n'y a pas lieu d'amender le mandat du Conseil qui a reçu l'aval de l'Assemblée générale, mais aucun effort ne devrait être épargné pour renforcer le Conseil en améliorant son organisation, ses programmes et ses méthodes de travail, tout en restant dans le cadre de son règlement et sans perdre de vue les contraintes budgétaires actuelles.

18. Nous souscrivons à la nécessité d'assurer au Conseil son identité propre. Nous faisons également nôtres les propositions du Groupe consultatif tendant à améliorer la coopération avec d'autres organismes et institutions des Nations Unies. En outre, nous estimons que le Conseil devrait s'affirmer davantage au sein des Nations Unies et qu'à cet effet son président devrait faire rapport directement lors des sessions plénières de l'Assemblée générale.

19. Nous appuyons les efforts déployés par le Président pour associer davantage le Bureau du Conseil aux démarches tendant à garantir la continuité et le caractère dynamique des activités du Conseil entre les sessions annuelles. Les membres du Bureau sont invités à promouvoir les initiatives et réunions qui intéressent la sécurité alimentaire de leurs régions respectives.

VI. PROGRAMME DE TRAVAIL FUTUR DU CONSEIL

20. A l'appui du Programme des Nations Unies de Nairobi pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 et des efforts déployés par les pays d'autres régions pour réaliser leurs objectifs alimentaires, le Conseil continuera à promouvoir les stratégies alimentaires nationales et régionales et s'attachera plus que jamais à mobiliser des concours politiques et financiers au profit des éléments du Programme qui concernent l'alimentation et l'agriculture. En particulier, il s'emploiera à accélérer les progrès dans des domaines critiques tels que l'investissement, la recherche, la gestion des politiques et programmes alimentaires et la mise en place des infrastructures institutionnelles.

21. Des recommandations issues des réunions régionales du Conseil qui viennent de s'achever se dégagent des domaines précis d'action ultérieure. Le secrétariat est prié d'étudier les perspectives de coopération régionale et de coopération Sud-Sud.

22. Le Conseil s'inquiète tout spécialement des conséquences des mesures d'ajustement économique sur les niveaux d'alimentation et de nutrition des groupes à faible revenu. Il demande au secrétariat de faire rapport sur le degré d'adéquation des activités en cours dans ce domaine et, au besoin, d'indiquer sur quels plans précis une initiative du Conseil pourrait être profitable.

23. Le Conseil invite le secrétariat à suivre les études entreprises par le Centre et la Commission des Nations Unies sur les sociétés transnationales, ainsi que par d'autres organismes intéressés, au sujet des activités de ces sociétés dans le secteur alimentaire.

*
* *

24. A l'occasion de la douzième session du Conseil mondial de l'alimentation, nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à M. Maurice Williams qui, en sa qualité de directeur exécutif, a depuis huit ans guidé avec la plus grande compétence les travaux du Conseil. Son dévouement et le sens des responsabilités dont il a inlassablement fait preuve durant cette période souvent difficile lui valent toute notre estime. Nos vœux l'accompagnent à ce tournant de sa remarquable carrière.

*
* *

25. Le Conseil a adopté ces conclusions et recommandations par consensus; un certain nombre de pays ont fait inscrire des réserves au procès-verbal comme suit :

Paragraphe 3, dernière phrase : Australie, République fédérale d'Allemagne, Etats-Unis d'Amérique et les groupes africains et latino-américains de membres du Conseil; paragraphe 13, dernière phrase : Argentine, Brésil, Honduras et Mexique; paragraphe 16: Mali; paragraphes 17, 18 et 19 : Chili; paragraphe 18 : l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, la République démocratique allemande, le Honduras, le Mexique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont réservé leur position au sujet de l'éventualité que le Président du Conseil fasse rapport directement lors des sessions plénières de l'Assemblée générale; paragraphe 19, dernière phrase : Brésil et Mexique; paragraphe 21 : Argentine, Brésil, Honduras et Mexique.

26. Les éclaircissements fournis par quelques délégations au sujet de leurs réserves sont consignés au paragraphe 79 de la deuxième partie du présent rapport.

DEUXIEME PARTIE

Délibérations du Conseil

CHAPITRE I

QUESTIONS D'ORGANISATION

1. Le Conseil mondial de l'alimentation a tenu sa douzième session ministérielle au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome, du 16 au 19 juin 1986. La session a été ouverte par le Président du Conseil mondial de l'alimentation, M. Henri Nallet. Lors de la cérémonie inaugurale, il a été donné lecture d'un message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Des allocutions ont été prononcées également par le Directeur général de la FAO, M. Edouard Saouma, et par le Président du Conseil (voir le compte rendu des débats dans le chapitre II).

A. Composition du Conseil

2. Au moment de la session, le Conseil comprenait les 36 Etats ci-après : Allemagne, République fédérale d'***, Antigua-et-Barbuda***, Argentine*, Australie***, Bangladesh***, Brésil**, Bulgarie**, Burundi*, Canada**, Chili*, Chine**, Chypre***, Côte-d'Ivoire**, Etats-Unis d'Amérique**, Finlande*, France*, Guinée***, Honduras***, Hongrie*, Iraq*, Italie*, Japon*, Kenya**, Mali***, Maroc*, Mexique**, Pakistan*, République centrafricaine*, République démocratique allemande***, République dominicaine***, Somalie***, Sri Lanka**, Thaïlande**, Turquie**, Union des Républiques socialistes soviétiques***, Zambie**.

* Mandat venant à expiration le 31 décembre 1986.

** Mandat venant à expiration le 31 décembre 1987.

*** Mandat venant à expiration le 31 décembre 1988.

B. Participation

3. Tous les Etats membres du Conseil étaient représentés à la session.

4. Etaient en outre présents les observateurs des Etats ci-après qui ne sont pas membres du Conseil : Afghanistan, Autriche, Belgique, Birmanie, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Costa Rica, Cuba, Danemark, El Salvador, Espagne, Ethiopie, Gabon, Grèce, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël, Jamahiriya arabe libyenne, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République de Corée, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Siège, Sénégal, Soudan, Suède, Suisse, Tunisie, Venezuela, Yougoslavie et Zaïre.

5. Etaient représentés les organismes et institutions spécialisés des Nations Unies ci-après : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Programme alimentaire mondial (PAM), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole (FIDA), Bureau international du travail, Banque mondiale.

6. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs : Banque interafricaine de développement, Secrétariat du Commonwealth, Communauté économique européenne, Conseil des communautés européennes et Organisation de coopération et de développement économiques.

7. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient également représentées par des observateurs : Alliance internationale des femmes, Organisation internationale rurale catholique, Commission internationale des irrigations et du drainage, Conseil international des agences bénévoles, Fédération internationale des producteurs agricoles et Conseil oecuménique des églises.

C. Bureau

8. Les membres du Bureau ci-après étaient présents :

Président : M. Henri Nallet (France)

Vice-Président : M. Yovtcho Roussev (Bulgarie)

M. Roussev a également été désigné comme rapporteur.

D. Ordre du jour

9. Le Conseil a adopté l'ordre du jour suivant (WFC/1986/1) pour la session :

1. Ouverture de la session et adoption de l'ordre du jour.
2. Afrique : transition vers un développement axé sur l'alimentation.
3. Renforcement du rôle et du programme futurs du Conseil.
4. Autres thèmes dont l'examen est requis par le Conseil :
 - a) Rapports des consultations et colloques ministériels qui ont eu lieu en Amérique latine et dans les Caraïbes et sur la coopération régionale en Afrique;
 - b) Examen des origines de l'instabilité du commerce alimentaire international et des solutions possibles;
 - c) Examen du rôle des sociétés transnationales dans le secteur alimentaire.
5. Conclusions et recommandations portées à l'attention de l'Assemblée générale.

E. Documentation

10. La liste des documents présentés à la session est annexée au présent rapport.

CHAPITRE II

COMPTE RENDU DES DEBATS

A. Déclarations liminaires

11. Dans un message dont le Directeur exécutif du Conseil mondial de l'alimentation a donné lecture, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a déclaré que si la situation alimentaire mondiale était meilleure en 1986 qu'au moment où avait été créé le Conseil, le défi auquel celui-ci était confronté était toujours aussi grand. Le Conseil se réunissait à un moment où s'accroissaient les conflits commerciaux entre grands exportateurs de céréales, du fait que l'offre était excédentaire par rapport à la demande des pays importateurs. Par ailleurs, le problème de la faim et de la malnutrition demeurait aigu, car nombreux étaient encore de par le monde les êtres humains privés de nourriture. Le Conseil restait investi de la lourde responsabilité de mobiliser les nécessaires bonnes volontés politiques et de fournir des avis aux gouvernements et aux organismes internationaux sur l'adéquation et la cohérence des efforts qu'ils déployaient pour résoudre les problèmes alimentaires mondiaux.
12. Le Secrétaire général a complimenté le Conseil mondial de l'alimentation pour la série de réunions régionales qu'il a tenues en 1986 à Dakar, Buenos Aires, New Delhi et Guangzhou. Ces réunions, qui ont offert aux décideurs l'occasion de confronter leurs expériences, témoignaient de la part du Conseil d'une démarche originale qui méritait d'être retenue. Il fallait soutenir l'élan pour faire progresser l'intégration régionale et la coopération Sud-Sud dans le secteur alimentaire.
13. Evoquant les fragiles économies de l'Afrique, le Secrétaire général s'est félicité que de nombreux pays de la région aient adopté, avec les encouragements du Conseil, le principe des stratégies alimentaires intégrées. Il a souligné la nécessité pour le système des Nations Unies tout entier de mettre effectivement à exécution le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 (résolution S-13/2 de l'Assemblée générale) que l'Assemblée venait d'adopter à sa session extraordinaire sur la situation économique critique en Afrique. Etant donné que le Programme d'action donnait la priorité absolue à l'alimentation et à l'agriculture, et que pour le faire aboutir il fallait que les donateurs favorisent les réformes intérieures entreprises par les pays africains, le Conseil mondial de l'alimentation était appelé à jouer un rôle décisif dans sa mise en oeuvre.
14. Le Directeur général de la FAO, M. Edouard Saouma, a prononcé une allocution dans laquelle il a félicité M. G. Gerald Trant de sa désignation comme directeur exécutif du Conseil et l'a assuré de la collaboration de la FAO. Il a également rendu hommage au Directeur exécutif sortant, M. Maurice J. Williams, pour le dévouement dont il a fait preuve durant ses nombreuses années de service.
15. Rappelant la nature politique du Conseil, M. Saouma a déclaré que celui-ci pouvait jouer un rôle considérable pour élargir le consensus politique, maintenir la force d'impulsion politique et mobiliser des ressources accrues à l'appui des initiatives prises par les institutions spécialisées. L'alimentation était une question vitale et le Conseil pourrait juger bon de lancer un appel pour que les restrictions budgétaires épargnent en priorité ce secteur et les organisations multilatérales qui s'en occupent.

16. Evoquant la situation alimentaire mondiale, M. Saouma a déclaré que le Conseil, organe politique, devait appeler l'attention mondiale sur l'étonnant paradoxe que constituait le fait de disposer d'énormes stocks alimentaires et de voir en même temps s'accroître le nombre des affamés. Il a rappelé au Conseil qu'en Afrique, où pourtant les approvisionnements vivriers s'étaient améliorés dans maints pays, il en était au moins six où des aides alimentaires d'urgence exceptionnelles étaient encore nécessaires et il a fait appel aux donateurs pour financer des opérations triangulaires afin que les excédents produits dans certains pays africains puissent être utilisés pour combler les déficits existant dans d'autres. M. Saouma a également fait état du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, en insistant sur la nécessité d'assurer, au-delà des mesures d'urgence, la relance et le développement des économies africaines. Pour que la croissance devienne réalité et que la pauvreté, la faim et la malnutrition reculent, il fallait aussi élargir le commerce des pays en développement en garantissant la stabilité des cours et l'accès de leurs produits aux marchés.

17. Dans son discours, le Président, M. Henri Nallet, a brièvement rendu compte des activités du Conseil pendant l'année écoulée. Ces activités, qu'il a qualifiées de remarquables, ont comporté la préparation du rapport du groupe consultatif, l'organisation de quatre séminaires régionaux et d'un atelier sur les statistiques agricoles, des réunions du Bureau à Paris, Rome et Buenos Aires et enfin la participation du Conseil à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique en Afrique.

18. M. Nallet a souligné toute la valeur des séminaires et colloques régionaux. Il s'est félicité de la bonne participation ministérielle à Dakar et à Buenos Aires, ainsi que de l'excellente orientation des échanges d'expérience à New Delhi et à Guangzhou. La formule du séminaire s'était révélée aussi utile pour l'échange d'expérience et le transfert de technique Sud-Sud que pour l'étude des problèmes régionaux ou sous-régionaux par les responsables politiques des pays participants.

19. M. Nallet a observé que la nature politique du Conseil devait être renforcée. Il a insisté sur l'importance que revêtait une participation active des ministres et des responsables agricoles nationaux pour le succès des travaux du Conseil. Il a souligné aussi que ce dernier devait continuer à se montrer sélectif et concentrer ses efforts sur des thèmes prioritaires choisis, car il ne pouvait aborder à la fois tous les problèmes qui lui étaient soumis par les Etats membres.

20. Le Président a ensuite salué la nomination de M. Gerald Ion Trant (absent pour raison de santé) au poste de directeur exécutif du Conseil mondial de l'alimentation. Il a remercié M. Maurice J. Williams d'avoir accepté de rester en fonction pendant la présente session.

B. Débat général

1. Afrique : transition vers un développement axé sur l'alimentation

21. Les délibérations ont essentiellement porté, pendant la douzième session, sur la crise alimentaire que connaît l'Afrique. Pour mieux cerner les problèmes à l'étude, le Conseil était saisi des quatre documents suivants : "Conclusions du

colloque sur la coopération régionale et les stratégies alimentaires en Afrique" (WFC/1986/2); "Rapport de l'atelier Asie-Afrique sur les échanges d'expérience entre responsables africains et asiatiques de la politique alimentaire" (WFC/1986/3); "Programme de reprise économique en Afrique : axer le développement sur l'alimentation est un impératif" (WFC/1986/4); et "Abrégé du rapport et des conclusions de l'atelier sur les statistiques à l'appui des stratégies et politiques alimentaires africaines" (WFC/1986/4/Add.1).

22. Le Directeur exécutif a présenté le sujet et rendu compte de la treizième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la situation économique critique en Afrique, qui s'est tenue à New York du 27 mai au 1er juin 1986. L'Assemblée avait adopté un Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990. Ce programme s'appuyait sur la constatation que la situation critique de ce continent était un problème à la fois africain et mondial, dont la solution nécessitait un nouveau schéma de collaboration pour le développement, fondé sur des liens de compréhension mutuelle entre les pays africains eux-mêmes, mais aussi entre ces pays et le reste du monde. Au coeur du programme était l'engagement pris par les gouvernements africains d'élaborer un modèle de développement centré sur l'alimentation et l'agriculture, et la détermination par la communauté internationale d'épauler les efforts de l'Afrique.

23. Etant prioritairement axé sur l'alimentation et l'agriculture, le Programme comportait un certain nombre de propositions précises qui intéressaient directement le Conseil, par exemple celles qui visaient les mesures à prendre pour faire face aux situations alimentaires d'urgence, l'établissement d'arrangements nationaux de sécurité alimentaire, l'accroissement de la production vivrière, l'amélioration des méthodes de culture et d'élevage, l'aide à fournir aux petits exploitants, et particulièrement aux femmes et aux jeunes, pour qu'ils deviennent plus efficaces comme producteurs de denrées alimentaires. Bon nombre des conclusions et recommandations formulées par le Conseil durant l'année écoulée et auparavant étaient reprises dans le Programme.

24. Le Directeur exécutif a rappelé qu'à sa onzième session, le Conseil était convenu de se consacrer en priorité à la mise au point de stratégies alimentaires visant le relèvement économique de l'Afrique; il avait également entrepris de promouvoir la coopération régionale et interrégionale afin de résoudre les problèmes alimentaires africains. Dans cette optique, le secrétariat avait organisé trois importantes rencontres : un colloque sur la coopération régionale et les stratégies alimentaires en Afrique à Dakar; un atelier sur les échanges d'expérience entre responsables africains et asiatiques de la politique alimentaire à New Delhi et à Guangzhou; et un atelier sur les statistiques à l'appui des stratégies et politiques alimentaires en Afrique, à Bruxelles. Les conclusions et recommandations formulées à l'issue de ces consultations étaient soumises au Conseil pour examen. Il était satisfaisant de noter que ces conclusions et recommandations ont en majeure partie été reprises dans le Programme d'action pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, adopté par l'Assemblée générale à sa treizième session extraordinaire.

2. Rôle du Conseil mondial de l'alimentation dans l'application du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990

25. Les ministres ont cherché à déterminer comment traiter au mieux les questions prioritaires en matière d'alimentation et d'agriculture à l'échelon national, régional et international, et comment le Conseil mondial de l'alimentation devrait orienter ses efforts pour appuyer l'action menée à ces niveaux. Il ne s'agissait plus d'un problème de priorités mais d'un problème d'exécution.

26. Plusieurs propositions d'action précises, intéressant le travail du Conseil, ont été passées en revue. Il s'agissait notamment des mesures à prendre immédiatement pour faire face aux situations alimentaires d'urgence et de l'établissement de meilleurs arrangements en matière de sécurité alimentaire. Un éventail plus large de mesures à moyen terme visant à accroître la production vivrière, à mettre au point et à utiliser de meilleures techniques agricoles et zootechniques, à créer des systèmes plus efficaces d'incitation par les prix et les marchés, ont été examinées sur la base d'expériences nationales précises concernant les récents ajustements des politiques alimentaires et agricoles. L'accent a été mis sur la nécessité de renforcer la recherche portant sur les techniques d'exploitation agricole ainsi que sur les services capables de faire progresser les petits exploitants, et plus particulièrement les agricultrices.

27. Tous les représentants sont convenus que le Programme d'action constituait une base solide pour engager le processus d'exécution et qu'il appartiendrait au Conseil mondial de l'alimentation d'aider les gouvernements africains à appliquer les priorités qu'ils s'étaient fixées d'un commun accord dans le secteur alimentaire, en favorisant par des mesures concrètes et rapides la mise en oeuvre de leurs stratégies et politiques alimentaires.

28. Bien que des résultats encourageants aient été enregistrés dans plusieurs pays qui avaient récemment adopté des stratégies alimentaires et politiques connexes, les efforts devaient être accélérés. L'orientation des politiques et les ajustements différaient selon les pays; ils pouvaient comporter l'établissement de prix rémunérateurs à la production, la réduction des subventions, la création de mécanismes de commercialisation plus efficaces, la promotion de la recherche adaptative, la gestion des ressources en eau, et parfois une refonte totale des institutions et administrations rurales ayant pour but d'amener les agriculteurs à prendre une part active aux processus de développement qui les intéressent directement. De nombreux représentants ont proposé que le secrétariat coordonne, avec les gouvernements africains et les organismes donateurs, l'élaboration de principes directeurs visant à promouvoir les stratégies alimentaires.

29. Les tables rondes du PNUD et les groupes consultatifs de la Banque mondiale étaient considérés comme offrant d'importantes tribunes pour focaliser les débats sur les ajustements politiques et institutionnels, les investissements publics dans l'alimentation et l'agriculture et l'apport nécessaire de ressources extérieures. Il a été suggéré que le Conseil étudie avec la Banque mondiale et le PNUD les moyens d'aider au mieux les pays non pris en compte dans le cadre des tables rondes ou des groupes consultatifs à établir et à mettre en oeuvre leurs plans et programmes nationaux de redressement économique et de développement.

30. Les ministres sont convenus que les mécanismes de coordination des mesures d'assistance ne devaient pas être utilisés par les pays donateurs pour s'ingérer dans les affaires des pays bénéficiaires ou exercer sur eux des pressions au risque de porter atteinte à leur droit souverain de choisir eux-mêmes leurs priorités en matière de développement.

31. De nombreux représentants ont fait valoir combien il importait de restructurer la dette des pays africains les plus durement frappés, de libéraliser les échanges de produits alimentaires et de favoriser l'élargissement de la coopération Sud-Sud. Plusieurs représentants ont insisté sur la réelle nécessité de placer les échanges agricoles parmi les questions à aborder d'urgence lors des prochaines négociations multilatérales du GATT relatives au commerce. La plupart des représentants des pays industrialisés et en développement ont souligné les effets négatifs qu'exerce sur les économies nationales la rivalité commerciale actuelle entre pays industrialisés.

32. Les ministres ont noté avec satisfaction que l'Assemblée générale avait proclamé 1986 Année internationale de la paix et ils ont réaffirmé leur conviction que le préalable indispensable pour créer un environnement favorable à la production agricole et à la solution du problème alimentaire était que la paix soit sauvegardée et la sécurité internationale renforcée. Ils ont reconnu que l'élimination de la faim et de la misère et la satisfaction des besoins alimentaires croissants de l'humanité étaient des problèmes mondiaux dont on pourrait mieux venir à bout s'il était mis fin à la course aux armements et si les dépenses militaires de tous les Etats étaient sensiblement réduites.

3. Développement centré sur l'alimentation

33. La question des initiatives ultérieures à prendre par le Conseil pour appliquer les dispositions du Programme d'action préconisant un développement axé sur l'alimentation a été longuement débattue. Les ministres ont attaché une importance particulière à plusieurs domaines.

34. Premièrement, ils ont généralement été d'avis qu'il faudrait intensifier l'assistance aux pays africains pour leur permettre d'accélérer l'élaboration ou la mise au point et l'application ininterrompue de leurs stratégies alimentaires. A ce propos, plusieurs ministres ont évoqué la nécessité d'une assistance spéciale pour assurer la formation indispensable à l'amélioration des systèmes nationaux de données relatives au secteur alimentaire et la capacité d'analyse des politiques y relatives. Une aide accrue s'imposait aussi pour faire en sorte que les pays soient mieux à même de pourvoir à la planification du secteur agricole ainsi qu'à la mise en oeuvre des politiques.

35. Deuxièmement, on s'est accordé à reconnaître qu'il fallait encore s'efforcer d'améliorer l'efficacité de l'aide et de mobiliser des ressources supplémentaires - tant intérieures qu'extérieures - pour que les objectifs alimentaires puissent être atteints. Constatant que les gouvernements africains abordaient avec détermination la restructuration de leurs politiques et programmes alimentaires et agricoles, de nombreux ministres ont estimé que l'assistance officielle au développement devrait être conçue de manière à consolider et compléter leurs efforts pendant les cinq prochaines années cruciales de transition. Les donateurs ne devraient pas essayer d'imposer leurs politiques aux pays africains en échange de l'aide qu'ils leur apportent.

36. Troisièmement, les ministres se sont félicités des initiatives prises par le Conseil en faveur de la coopération régionale et interrégionale; ils ont vivement préconisé que celui-ci continue à faciliter une telle coopération interrégionale dans le domaine de l'alimentation, notamment sur les plans suivants : examen des aides à fournir pour la formation en matière de politiques et de gestion; recherche agricole axée sur la petite exploitation; petite irrigation; gestion des ressources en eau; techniques d'agriculture pluviale et gestion des coopératives.

37. Quatrièmement, de nombreux délégués ont estimé qu'en sa qualité d'organe de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil devrait prendre une part éminente à la surveillance et à l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en oeuvre des éléments du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, qui intéressent les politiques et programmes alimentaires. Il devrait suivre constamment les résultats obtenus en ce qui concerne l'accroissement de la production vivrière et la lutte contre la faim et la malnutrition. Dans ce domaine, les rapports pourraient se fonder sur les comptes rendus des responsables de la planification des stratégies alimentaires nationales et sur les constats des instances consultatives qui, dans les différents pays, surveillent l'avancement des travaux d'ajustement des politiques alimentaires et des programmes concernant le secteur alimentaire. Il s'agirait à la fois de faire le bilan des résultats obtenus et d'examiner les problèmes spéciaux que rencontrent les gouvernements dans la mise en oeuvre de leur stratégie alimentaire. Plusieurs délégués ont fait valoir également la nécessité d'une assistance pour l'évaluation de l'incidence et du rapport coût/efficacité des opérations de secours alimentaires, ainsi que de l'expérience acquise en la matière par divers organismes d'assistance bilatérale et multilatérale.

38. Les ministres ont souligné que pour réaliser le redressement économique de l'Afrique il était indispensable de tirer un meilleur parti des ressources grâce à une gestion plus rigoureuse, à des programmes agricoles novateurs et une coordination plus attentive de l'aide. Cette exigence deviendrait encore plus criante lorsque les gouvernements africains s'apprêteraient à réaliser leur objectif déclaré qui est de consacrer 20 à 25 p. 100 des dépenses publiques aux investissements dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture. En même temps, a-t-on relevé de toute part, les pays africains auraient besoin aussi de plus amples ressources en devises, dont une bonne partie devrait initialement être assurée par une aide accrue et par des arrangements destinés à alléger le fardeau de la dette. Il apparaissait indispensable de conjuguer un accroissement des investissements nationaux avec un apport de ressources extérieures supplémentaires si l'on voulait vraiment pouvoir passer des déclarations d'intention à une concrétisation réelle des réformes structurelles des politiques alimentaires et nutritionnelles.

39. Quelques délégations ont souligné que pour parvenir réellement à faire disparaître la faim et à remettre à flot les économies africaines, il fallait aborder le développement socio-économique dans une optique intégrée, en considérant l'industrialisation comme l'un des piliers d'une économie nationale indépendante. Il fallait tenir compte également des facteurs extérieurs qui entravent le développement de l'Afrique. Tous ces éléments devaient être envisagés dans leur intégralité. Le développement des industries alimentaires et de l'agriculture faisait partie d'un tout et on ne saurait le détacher des autres aspects du développement de l'Afrique.

40. A ce propos, les délégations ont condamné en particulier la politique de déstabilisation des économies des Etats d'Afrique australe que pratique le régime raciste de l'Afrique du Sud.

41. Le Conseil a fait valoir la nécessité de donner suite aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies condamnant toute mesure de coercition économique, notamment dans les domaines de l'aide alimentaire et du commerce des produits alimentaires.

42. Pour de nombreuses délégations, il ne serait possible de résoudre le problème alimentaire dans les pays en développement qu'à la faveur d'une restructuration des relations économiques internationales et en appliquant à la lettre la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et la Stratégie internationale du développement pour les années 1980.

43. Quelques délégations ont émis l'opinion qu'un développement intégré des forces productives des pays du tiers monde, reposant sur des transformations socio-économiques profondes, l'élimination de régimes fonciers et modes de culture désuets, l'introduction de réformes agraires progressives, l'éradication de toutes les formes de racisme et d'oppression coloniale et néocoloniale et la suppression de la domination exercée par les sociétés transnationales, devrait constituer le principal instrument de lutte contre la faim et la malnutrition.

4. Coopération régionale et stratégies alimentaires

44. A propos de la coopération régionale africaine et des conclusions du Colloque de Dakar, les ministres ont souligné les importantes possibilités qui s'offrent d'exploiter le potentiel de complémentarités régionales en matière de production vivrière et de commerce des denrées alimentaires dans le cadre de politiques et de stratégies alimentaires nationales. Ils ont insisté sur la nécessité de créer une base d'action régionale et sous-régionale commune dans les domaines suivants : transports, formation et recherche agricoles, rôle de la femme dans la production vivrière, lutte contre la désertification pour renforcer la capacité de production, échanges d'informations relatives aux excédents alimentaires dans différents pays africains. Les représentants ont en outre émis l'idée que l'exploitation des capacités économiques régionales sous-utilisées pourrait être facilitée par une "coopération trilatérale" en matière de commerce alimentaire et par des accords d'aide.

45. De nombreux représentants ont vivement encouragé le secrétariat du Conseil à organiser des activités de suivi dans ce domaine, tout en précisant que les échanges intrarégionaux ne devraient pas se faire au détriment du commerce traditionnel avec les pays développés.

5. Renforcement de la coopération Sud-Sud

46. L'atelier sur les échanges d'expériences entre responsables africains et asiatiques de la politique alimentaire qui s'est tenu à New Delhi et à Guangzhou en mai 1986 est apparu comme une étape importante dans la coopération Sud-Sud et les ministres ont exprimé l'espoir qu'il ne serait qu'un premier pas vers une collaboration Sud-Sud plus étendue dans le secteur de l'alimentation.

47. Les représentants ont noté que le soutien budgétaire et politique apporté au secteur agricole par la Chine et par l'Inde avait contribué de façon significative à l'augmentation remarquable de la production alimentaire enregistrée ces dix dernières années. Les mots d'ordre d'autosuffisance alimentaire étaient devenus réalité grâce à une augmentation des investissements dans le secteur alimentaire et au déploiement de ressources humaines et institutionnelles destinées à répondre aux besoins des petits agriculteurs. Ces deux pays avaient fait de grands progrès dans les domaines des techniques d'irrigation, de la maîtrise des ressources en eau et des capacités de recherche nationales. Il a été reconnu que la solution des problèmes alimentaires de l'Afrique passait non seulement par des stratégies alimentaires nationales clairement définies, mais aussi par une réforme des politiques suivies et par un soutien de la communauté internationale.
48. Certaines délégations ont souligné l'importance des secteurs coopératif et public pour améliorer la production vivrière et vaincre la malnutrition.
49. Le Conseil a insisté sur l'importance, pour accroître l'autonomie des pays en développement, d'une valorisation rapide des ressources humaines et de l'application des sciences et des techniques à la production agricole et à la transformation des produits alimentaires.
50. Un certain nombre de représentants ont fait référence aux domaines spécifiques de coopération Sud-Sud définis dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990. A cet égard, ils ont exprimé certaines préoccupations quant aux possibilités de réalisation, étant donné les ressources financières limitées dont disposent les pays en développement, et ils ont demandé instamment au Conseil de s'employer activement à obtenir les ressources nécessaires auprès de la communauté internationale. Un élargissement de la coopération triangulaire s'imposait, qui impliquerait d'associer les capacités techniques et humaines de l'Asie intéressant le développement du secteur alimentaire en Afrique à l'assistance financière des pays développés, des institutions multilatérales telles que le PNUD et la Banque mondiale, et des organisations non gouvernementales.
51. L'opinion générale a été que le champ ouvert à la coopération Sud-Sud était considérable, qu'il s'agisse des relations bilatérales et multilatérales. Plusieurs délégations ont cité des domaines particuliers dans lesquels les compétences de leurs pays respectifs pourraient contribuer au développement et à l'amélioration du secteur alimentaire et agricole en Afrique; le Conseil a été invité à coordonner les nécessaires mesures de suivi.
52. Certains représentants se sont également félicités de l'organisation à Bruxelles en mai 1986, par la Communauté économique européenne et le Conseil, de l'atelier de travail sur "les statistiques à l'appui des stratégies et politiques alimentaires africaines". Ils se sont déclarés très favorables à des initiatives de cette nature, qui constituent un facteur important d'amélioration des capacités d'analyse et de décision des pays africains, et ont exprimé l'espoir que les recommandations de cet atelier pourraient être rapidement mises en oeuvre par tous les intéressés.

53. Le Directeur général adjoint de la Commission du développement des Communautés européennes a souligné les efforts remarquables faits par les gouvernements africains pour aménager leurs économies et modifier leurs politiques alimentaires et agricoles en fonction de la crise économique internationale et des graves effets de la sécheresse. L'expérience déjà tirée par la CEE de l'aide à la mise en oeuvre de programmes de sécurité alimentaire dans quatre pays d'Afrique montrait que la réussite d'une coopération exigeait la réussite de quatre conditions principales.

54. Tout d'abord, il fallait que les gouvernements définissent plus clairement les objectifs et priorités interdépendants du secteur alimentaire. Deuxièmement, la stratégie alimentaire devait s'inscrire dans le cadre plus large de la politique de développement macro-économique de chaque pays. Troisièmement, il fallait qu'existe, sous la direction du gouvernement en cause, un mécanisme à la fois souple et plus solide de coordination de l'aide et de consultation. Enfin, il fallait que les donateurs soutiennent les efforts du pays par l'apport de ressources financières et d'une assistance technique qui soient à la fois souples et adaptées aux besoins.

55. Il a été souligné qu'il fallait d'abord aménager les politiques et stratégies alimentaires au profit du petit producteur et de l'initiative locale, et mettre en place des services de soutien plus efficaces. Des efforts particuliers étaient faits pour intégrer dans des programmes d'assistance technique et d'aide financière l'utilisation de l'aide alimentaire et les fonds de contrepartie qu'elle engendre. La CEE s'est félicitée des initiatives prises par le Conseil à Dakar sur les aspects régionaux de la mise en oeuvre des stratégies alimentaires en Afrique; elle était prête à aider les pays d'Afrique, dans le cadre de la Convention de Lomé, à développer et à renforcer leur coopération régionale.

6. Rôle des ressources extérieures, y compris l'aide alimentaire

56. Au cours du débat, plusieurs institutions ont fait aux ministres un exposé sur leurs plans et activités destinés à soutenir les efforts de redressement de l'Afrique, ainsi que sur d'autres questions intéressant le Conseil.

57. M. James Ingram, directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), a insisté sur la nécessité de considérer l'aide alimentaire comme un instrument complémentaire de l'assistance financière et technique et conforme aux exigences du développement de chaque pays bénéficiaire. Le PAM apporte son parrainage à des projets "vivres contre travail" dans les domaines de l'irrigation, du reboisement, de la conservation des sols, de l'infrastructure rurale et de la valorisation des ressources humaines, ce qui allait tout à fait dans le sens du "développement axé sur l'alimentation" préconisé par la session extraordinaire qui venait de se tenir.

58. M. Ingram a ajouté que l'Afrique resterait dans l'avenir prévisible fortement tributaire de l'aide alimentaire. Celle-ci exigeait une approche conceptuelle judicieuse, car il convenait de veiller à ce qu'elle aille dans le sens du processus de développement au lieu de le compromettre. Le PAM faisait constamment le point de ses activités et recherchait des moyens inédits d'utiliser l'aide alimentaire pour promouvoir la production vivrière et lutter contre les causes profondes de la faim et de la pauvreté.

59. M. Donald S. Brown, vice-président du Fonds international de développement agricole (FIDA), a souligné que, même si les négociations pour la seconde reconstitution du Fonds avaient abouti, il y avait lieu de prendre des mesures pour renforcer la capacité financière de ce dernier, afin qu'il puisse exercer le rôle indispensable qui était le sien dans l'accroissement de la production alimentaire et l'atténuation de la misère rurale. Un groupe d'experts étudiait en ce moment la faisabilité technique de différentes approches destinées à donner aux futures reconstitutions une base plus sûre et au FIDA une autonomie financière plus grande.
60. Le FIDA répondait à la crise de plus en plus grave de l'Afrique par divers moyens, notamment en augmentant la proportion des prêts accordés à l'Afrique subsaharienne; en accordant davantage d'attention aux grandes questions institutionnelles et de politique alimentaire; en élargissant la coopération avec d'autres institutions internationales et multilatérales; enfin, en adoptant des mesures spécifiquement destinées à améliorer l'exécution des projets et à accélérer les décaissements des prêts. Par ailleurs, le FIDA privilégiait tout particulièrement la valorisation des ressources humaines.
61. Compte tenu cependant de l'urgence des besoins de l'Afrique et de la réduction des ressources régulières du FIDA, celui-ci avait institué un programme spécial pour les pays d'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, avec un objectif de financement de 300 millions de dollars. Ce programme, dont le but principal était d'aider les petits exploitants africains à établir les bases d'une croissance soutenue de la production vivrière, était opérationnel depuis mai 1986. Le Vice-Président du FIDA a demandé instamment aux membres du Conseil d'appuyer ce programme spécial, d'autant que l'Assemblée générale, dans sa résolution S-13/2, adoptée à sa session extraordinaire sur la situation économique critique en Afrique, en avait reconnu l'importance potentielle.
62. M. E. Schuh, directeur de l'agriculture et du développement rural à la Banque mondiale, a expliqué comment la récente étude de la Banque intitulée : "Poverty and Hunger : Issues and Options for Food Security in Developing Countries" s'inscrivait dans le cadre de la politique d'ajustement structurel de cette institution. L'accent mis ces derniers temps sur l'utilisation efficace des ressources, les réformes des politiques et l'ajustement économique avait été d'une façon générale bénéfique à l'agriculture, mais en même temps les mesures prises s'étaient traduites par une hausse des prix alimentaires payés par des consommateurs urbains politiquement versatiles, ce qui n'avait pas été sans graves conséquences nutritionnelles pour les plus démunis. Etant donné l'importance politique des consommateurs urbains, il était inévitable que de telles réformes se heurtent à une certaine résistance. L'étude donnait des orientations sur les politiques à adopter pour répondre d'une façon plus équitable aux besoins nutritionnels et aux exigences de la sécurité alimentaire si l'on voulait apporter à la politique agricole des aménagements rationnels.
63. Les principales conclusions de l'étude étaient au nombre de quatre : tout d'abord, une croissance économique équitable, reposant sur une large base, était en dernière analyse la seule solution au problème de la sécurité alimentaire; pour la plupart des pays, la clef d'une telle croissance était le renforcement du secteur agricole. Deuxièmement, les politiques qui offraient, au nom de la sécurité alimentaire, une nourriture bon marché aux consommateurs urbains tendaient à établir une discrimination à l'encontre de la majorité de la population pauvre, qui

se trouvait dans le secteur rural. Troisièmement, les programmes alimentaires et nutritionnels économiquement viables étaient ceux qui s'adressaient à des populations cibles bien choisies et qui sacrifiaient le moins la croissance économique. Quatrièmement, une croissance économique équitable ne signifiait pas nécessairement une croissance moindre, car les politiques qui amélioreraient le sort des populations pauvres augmentaient aussi le taux de croissance.

7. Politiques et stratégies alimentaires en Amérique latine et dans les Caraïbes

64. En introduction au débat relatif à la consultation ministérielle sur les politiques et stratégies alimentaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui a eu lieu à Buenos Aires du 1^{er} au 3 avril 1986, un représentant de l'Argentine a donné lecture d'un message de M. Lucio Graciano Reca, ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et actuellement vice-président du Conseil mondial de l'alimentation pour l'Amérique latine. M. Reca y disait que, dans un monde d'excédents alimentaires, la faim et la malnutrition constituaient une violation du droit de tout être humain à une alimentation suffisante. Il soulignait l'incompatibilité qui existe entre, d'une part, le protectionnisme et les pratiques commerciales inéquitables telles que les fortes subventions accordées par les pays développés à leurs produits agricoles et, d'autre part, l'exigence de s'acquitter du service de la dette. Les exportations agricoles ne jouant qu'un rôle mineur dans les économies de la plupart des pays développés, la libéralisation des échanges et un aménagement des politiques agricoles nationales de ces pays n'impliqueraient pour eux que des sacrifices relativement modestes, alors qu'ils aideraient fortement à produire les ressources indispensables au redressement économique de l'Amérique latine et des Caraïbes. L'approche de la solution du problème de la dette s'en trouverait facilitée, ainsi que la réalisation d'ajustements structurels, dans l'intérêt aussi bien des pays développés que des pays en développement.

65. La crise actuelle appelait en particulier une réorientation des politiques vers les zones rurales et un accroissement des efforts des pays de la région pour élever les niveaux d'autosuffisance alimentaire. Les efforts nationaux, conjugués à une coopération régionale et sous-régionale plus étroite en matière de commerce et de sécurité alimentaires, pourraient contribuer de façon importante à l'indépendance économique de la région. C'est dans cet esprit que les Présidents de l'Argentine et de l'Uruguay avaient récemment signé une déclaration visant à promouvoir un traité d'assistance régionale en cas de crise alimentaire qui pourrait servir de modèle aux pays de la région.

66. Au cours du débat, les représentants ont souligné que les politiques d'ajustement actuellement appliquées par de nombreux pays avaient sur les niveaux de revenu et d'emploi une incidence provisoirement négative que la réforme structurelle proposée ne pouvait compenser à court terme. Ils ont par ailleurs constaté que la faim n'est pas uniquement liée à la situation de l'offre, et que les stratégies alimentaires nationales devraient prévoir d'assurer une répartition plus équitable des revenus qui permette aux populations touchées d'acheter de la nourriture ou leur donne les moyens de la produire.

67. S'agissant de la nécessité d'une application rapide de programmes alimentaires d'urgence pour aider à combattre la faim et la malnutrition, les pays devraient tirer profit de l'expérience déjà acquise dans la région et accroître les échanges de produits alimentaires entre eux.

68. Les organisations internationales et de coopération régionale ainsi que les institutions financières ont été invitées à favoriser les échanges d'expériences et à soutenir des programmes alimentaires directs. En particulier, les organisations comme la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la FAO, l'Institut interaméricain des sciences agricoles et d'autres devraient faire un effort majeur pour tirer le parti maximum de l'ensemble des ressources dont elles disposent et augmenter les flux d'assistance à la région. Pour cela, une meilleure coordination était indispensable, de façon à éviter les doubles emplois et à concentrer les efforts sur la solution du problème de la sécurité alimentaire.

8. Commerce et finances dans l'alimentation et l'agriculture

69. Les représentants ont été unanimes à dire que si l'on restreignait les exportations des pays en développement, ceux-ci étaient moins en mesure d'importer les produits alimentaires dont ils avaient besoin et de développer leur agriculture, avec les conséquences négatives que cela implique quant aux perspectives d'atténuation de la pauvreté et de la faim. Ils ont d'autre part souligné qu'il existait simultanément sur les marchés mondiaux un excédent de l'offre et une insuffisance de la demande et qu'en conséquence la demande alimentaire était faible, les cours mondiaux étaient bas, et les excédents accumulés par les pays développés étaient écoulés à bas prix sur le marché international sans pratiquement tenir aucun compte des conséquences à long terme sur le plan de l'économie et de la sécurité alimentaire. Le développement de la capacité des pays en développement à faire face à leurs problèmes alimentaires s'en trouvait paralysé.

70. Certaines délégations ont souligné l'interdépendance croissante qui existe entre partenaires du développement. Il est apparu que la tendance actuelle de l'évolution du marché international ne saurait se maintenir. Dans le domaine du commerce agricole en particulier, une amélioration de l'accès au marché serait bénéfique non seulement aux pays en développement mais au monde en général, et pourrait favoriser le lancement de politiques d'ajustement permettant d'assurer à la fois le service de la dette et une expansion intérieure, faisant place aux productions indispensables, à des programmes d'importation de produits alimentaires et à un accroissement des investissements dans l'alimentation et l'agriculture.

71. De nombreuses délégations ont fait ressortir que les transferts de produits alimentaires des pays développés - tant sous forme d'aide que sous forme commerciale - pouvaient jouer un rôle crucial dans les pays en développement qui éprouvaient des difficultés à accroître leur production vivrière par habitant. Pour beaucoup d'entre eux, les progrès économiques de l'agriculture locale étaient indispensables à une croissance économique globale. D'autre part, des relations économiques saines entre Nord et Sud devaient s'inscrire dans un environnement commercial moins restreint, fondé non sur une répartition des marchés ou sur du dumping, mais sur des avantages comparatifs et sur des prix concurrentiels.

72. Les ministres ont pris acte de la note d'information du Directeur exécutif (WFC/1986/8) intitulée "Etat des recherches parmi les institutions des Nations Unies sur le rôle des sociétés transnationales dans l'alimentation et l'agriculture". Certains ont souhaité que le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales poursuive l'étude des problèmes qui se posent dans les domaines évoqués aux paragraphes 9, 10, 18, 23, 24 de la note d'information et rende compte au Conseil mondial de l'alimentation, à sa quatorzième session en 1988, de l'état des recherches sur le rôle des sociétés transnationales dans l'alimentation et l'agriculture, compte tenu en particulier des incidences négatives des activités de ces sociétés pour les pays en développement.

73. M. Filippo Maria Pandolfi, ministre italien de l'agriculture, a fait part de sa préoccupation devant les tensions croissantes que provoque, dans les relations Nord-Sud aussi bien que parmi les pays industrialisés, le déséquilibre actuel du commerce des produits alimentaires. Il a exprimé l'avis que toute solution que l'on pourrait proposer au problème des excédents serait difficile à mettre en pratique, car elle imposerait de pénibles ajustements aux pays industrialisés. Il a néanmoins affirmé que le monde n'en devait pas moins s'efforcer de trouver de nouvelles solutions dans lesquelles la Communauté européenne aurait un rôle majeur à jouer.

74. Le Ministre a ajouté qu'il ne négligeait en aucune façon toutes les critiques que les pays du tiers monde avaient à formuler à l'égard de la Communauté européenne pour sa politique agricole commune et ses subventions aux exportations. En effet, il ne serait pas réaliste de sous-estimer l'importance de ces critiques qui, dans beaucoup d'esprits, ternissaient la bonne image que s'était forgée la Communauté ces dernières années grâce à son engagement en faveur du développement. Il fallait chercher des remèdes, car tout attermoisement ne ferait qu'ajouter à la complexité du problème. Le Ministre a par ailleurs souligné qu'aucune solution ne donnerait de résultat valable si les engagements et les charges n'étaient pas réparties à l'échelle mondiale de façon équitable entre tous les pays qui étaient aujourd'hui à l'origine même du phénomène des excédents et des tensions commerciales qu'il engendrait.

75. De l'avis général, l'instance appropriée pour traiter en détail des questions du commerce international était le GATT. Cependant, étant donné le caractère politique du Conseil, certaines délégations ont fait valoir qu'à l'occasion de la nouvelle série de négociations du GATT, le Conseil devrait se tenir constamment informé, continuer de formuler des recommandations au sujet des politiques, émettre des avis et offrir son concours.

CHAPITRE III

RAPPORT DU CONSEIL A L'ASSEMBLEE GENERALE

76. Le Bureau du Conseil s'est réuni trois fois dans le cours de l'année - à Paris, Rome et Buenos Aires - et a pris des décisions importantes sur la préparation et la tenue de la douzième session. En raison notamment des difficultés budgétaires, il a décidé qu'il n'y aurait pas de réunion préparatoire du Conseil à Rome. D'autre part, il a également décidé que pendant la session ministérielle, il n'y aurait pas de groupe officiel de rédaction des conclusions et recommandations, mais que celles-ci seraient préparées par le Président, assisté du Bureau, en consultation avec les groupes régionaux, puis soumises au Conseil pour examen et approbation en séance plénière. A la fin de la session, quelques représentants se sont plaints que cette nouvelle procédure avait rendu plus difficile un accord sur les conclusions.

77. Les conclusions et recommandations présentées en séance plénière ont été adoptées par consensus. Quelques délégations ont émis des réserves sur certains paragraphes.

78. Le groupe africain a regretté que les recommandations ne mentionnent pas la nécessité de rééchelonner la dette des pays en développement, car il s'agissait là d'un impératif pour que les pays en développement puissent améliorer leurs perspectives de commerce à l'exportation.

Eclaircissements au sujet des réserves

79. Le texte des éclaircissements fournis au sujet des réserves figurant à la fin de la première partie du présent rapport, paragraphe 26, est reproduit ci-dessous :

Argentine

Paragraphe 13 Eliminer la dernière phrase et, le cas échéant, la remplacer par : "Dans la recherche de nécessaires solutions, les pays ont exprimé différents points de vue sur les moyens d'aborder les graves problèmes susmentionnés".

Paragraphe 21 Remplacer la seconde phrase de ce paragraphe par : "L'accent a été mis sur la nécessité pour le Conseil d'assurer la promotion et le suivi des recommandations des réunions régionales, ainsi que d'activités visant à améliorer la coopération économique à l'échelon régional et intergouvernemental".

Brésil

Paragraphe 13 La délégation brésilienne réserve sa position sur ce paragraphe étant donné que l'opinion de la majorité n'est pas reflétée dans la dernière phrase concernant les pratiques commerciales déloyales qu'emploient les pays développés; en outre, telle qu'elle est rédigée, cette phrase n'a pas de sens.

- Paragraphe 18** La délégation brésilienne réserve sa position uniquement en ce qui concerne la modification des procédures de l'Assemblée générale, tendant à permettre au Président du Conseil de faire rapport directement en séance plénière, parce que les pays membres n'ont pas eu la possibilité d'examiner cette recommandation en détail et aussi parce qu'elle ne reflète pas les débats qui ont eu lieu en séance plénière.
- Paragraphe 19** La délégation brésilienne formule des réserves, estimant qu'il n'y a pas lieu de charger le Vice-Président de promouvoir des initiatives et des réunions régionales en rapport avec la sécurité alimentaire, puisqu'il y a des organes compétents pour le faire.
- Paragraphe 21** La délégation brésilienne réserve sa position parce que ce paragraphe n'offre pas une base précise et concrète pour le programme de travail futur du Conseil. En outre, le texte ne fait pas état de la demande formulée par les pays membres d'Amérique latine, à savoir que le Conseil s'emploie à promouvoir l'application des recommandations approuvées par la Consultation ministérielle sur les politiques et stratégies alimentaires qui a eu lieu en avril 1986 à Buenos Aires; b) l'étude des possibilités de coopération régionale et Sud-Sud devrait être stimulée par d'autres organismes régionaux et internationaux compétents.

Chili

- Paragraphe 3** La délégation chilienne considère que ce paragraphe fait intervenir le problème du désarmement, et aussi qu'en la matière les obligations des pays en développement ne sauraient être comparées à celles des pays développés, spécialement des puissances nucléaires.
- Paragraphes 17, 18 et 19** La délégation chilienne déclare que les paragraphes 17, 18 et 19 du rapport susmentionné ne peuvent être interprétés dans un sens contredisant la lettre et l'esprit du mandat et du règlement intérieur du Conseil approuvés par la résolution 31/120 de l'Assemblée générale des Nations Unies et qui ne sauraient être modifiés en aucune façon.

Etats-Unis d'Amérique

- Paragraphe 3** Les Etats-Unis d'Amérique considèrent que le Conseil mondial de l'alimentation n'a pas compétence pour discuter du désarmement. Les questions de cet ordre sont du ressort de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies.

ANNEXE

Liste des documents soumis à la douzième session ministérielle

<u>Numéro du document</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre</u>
WFC/1986/1	1	Ordre du jour provisoire annoté
WFC/1986/2	2	Conclusions du colloque sur "La coopération régionale et les stratégies alimentaires en Afrique"
WFC/1986/3	2	Rapport de l'atelier Asie-Afrique sur les échanges d'expérience entre responsables africains et asiatiques de la politique alimentaire
WFC/1986/4	2	Programme de reprise économique en Afrique : axer le développement sur l'alimentation est un impératif
WFC/1986/4/Add.1	2	Abrégé du rapport et des conclusions de l'atelier sur "Les statistiques à l'appui des stratégies et politiques alimentaires africaines"
WFC/1986/5	3	Le Conseil mondial de l'alimentation - Recommandations et suggestions pour l'avenir - Rapport du Groupe consultatif
WFC/1986/6	4	Rapport de la consultation ministérielle sur les politiques et stratégies alimentaires en Amérique latine et dans les Caraïbes
WFC/1986/7	4	Problèmes relatifs à la stabilité et à la sécurité du commerce international des produits alimentaires
WFC/1986/8	4	Etat des recherches parmi les institutions des Nations Unies sur le rôle des sociétés transnationales dans l'alimentation et l'agriculture
WFC/1986/9 (en anglais seulement)		"Current World Food Situation" (Situation actuelle de l'alimentation dans le monde)
WFC/1986/10		Rapport de la onzième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale
WFC/1986/11		Onzième rapport annuel du Comité sur les politiques et programmes d'aide alimentaire

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
